

régler le problème qui est plutôt canadien qu'international.

Le bill, monsieur le président, traite des prises de contrôle par des nouveaux investissements et de la surveillance de l'expansion des sociétés étrangères existantes dans des domaines non connexes. Le bill constitue en fin de compte, une agence de surveillance pour permettre ou refuser quelques investissements étrangers ou autres.

Ce bill, à mon sens, monsieur le président, devrait prévoir le moyen d'injecter les capitaux nécessaires pour que nos sociétés puissent trouver l'endroit où puiser les capitaux exclusivement canadiens voulus pour faire l'exploitation des développements économiques canadiens.

De cette façon, monsieur le président, nos matières brutes pourraient être transformées ici, par les Canadiens, grâce à du capital canadien. Nous savons tous que nous sommes exploités à 80 ou à 90 p. 100 par les étrangers, mais nous ne prenons pas de dispositions pour faire naître les capitaux au fur et à mesure que des besoins se font sentir en fondant nos crédits de développement économique sur les mêmes valeurs canadiennes que les financiers étrangers ou internationaux utilisent pour émettre des crédits.

Le bon sens économique, monsieur le président, veut que nos capitaux soient basés sur nos propres valeurs réelles. Tout projet nouveau, pour la bonne marche d'une économie bien ordonnée, exige des crédits nouveaux remboursables au coût de la dépréciation seulement. C'est le seul et unique moyen extrême et efficace de parvenir à rendre les Canadiens maîtres chez eux.

Le Nouveau parti démocratique a raison de dire que les étrangers développent nos ressources à leur profit sur nos propres avoirs, par le biais d'émissions de crédits affectés à cet effet. Nous n'avons qu'à faire la même chose par l'entremise de nos institutions financières bien en place, bien structurées, pour accepter la tâche. Il suffit de leur donner les ordres voulus et d'agir.

Il faut, monsieur le président, que notre technologie soit un instrument de progrès à notre service; l'horloge économique ne doit pas être à court de chiffres.

L'horloge économique, monsieur le président, ne manque pas de chiffres; elle fonctionne et les chiffres s'additionnent, se multiplient, se divisent et se soustraient.

Si l'horloge ne manque pas de chiffres pour nous donner l'heure précise, notre économie—qui est une horloge—ne doit nécessairement pas manquer de chiffres pour nous donner les capitaux dont nous avons besoin pour nos développements économiques, afin que l'on devienne vraiment maître chez soi.

• (2130)

Monsieur le président, face au capital étranger, le monde se trouve maintenant divisé en deux camps, à cause de divers systèmes monétaires qui s'excluent l'un et l'autre. Chacun est dirigé par une dictature qui agit par le moyen d'un monopole.

Dans les pays de l'Ouest, c'est la dictature financière qui est exercée grâce au monopole du crédit. Nous sommes sous cette domination.

Dans les pays communistes, c'est la dictature de l'État qui prévaut grâce au monopole de la propriété de tous les actifs matériels, dans un monde où chacun craint l'autre, et la réponse à ces craintes, dans les deux camps, réside dans la recherche intense, dans le développement d'instruments de destruction les plus secrets et les plus terrifiants, au nom des libertés et du patriotisme.

Examen de l'investissement étranger

Nous devons, monsieur le président, éliminer la dictature qui se trouve dans les deux systèmes et démocratiser l'argent, en en faisant un instrument de service au lieu d'un dieu dictateur. C'est cette décentralisation monétaire que le Nouveau parti démocratique veut centraliser davantage. Si cela ne se fait pas, les deux dictatures se feront la lutte et, ce faisant, elles détruiront toute civilisation que l'homme a bâtie si difficilement et si lentement.

Nous n'avons qu'à comparer les hommes politiques des pays de l'Ouest, de prendre les mesures nécessaires en vue de l'établissement d'un système financier honnête, dans lequel l'argent conservera sa valeur, et les hommes d'affaires et l'homme de la rue seront capables d'envisager l'avenir avec confiance sans crainte de dépression ou de crise financière, et sans avoir l'épée de Damoclès pendue au-dessus de leur tête, parce que les gouvernements, par des impôts et des taxes de toutes sortes, les étranglent présentement.

Nous devons édifier une société munie de capitaux convenables, pour que tous les développements canadiens, grâce à des capitaux réellement canadiens, puissent s'adapter aux circonstances. De cette façon, nous deviendrons maîtres chez nous.

Monsieur le président, le petit industriel, comme l'industriel moyen, est présentement complètement exploité par toutes sortes de tyrans. Les taux d'intérêt sont trop élevés; on exploite d'une façon déshonorante, et je dirais même malhonnête, nos industriels. Le gouvernement lui-même, par ses taxes et ses impôts, et aussi par le biais du financement à taux d'intérêt trop élevés par la Banque d'expansion industrielle, est également un exploitateur de la petite et de la moyenne entreprise à cause de ses moyens financiers dictatoriaux, afin de toujours «engraisser» les mêmes institutions aux dépens des travailleurs et des petites industries qui éprouvent tant de difficultés à survivre.

Nos industries tiennent encore debout parce qu'elles se sont endettées à l'extrême, parce qu'elles ont recours à des emprunts à des taux d'intérêt extrêmement élevés, et parce que si elles veulent aussi financer l'entreposage de marchandises, elles sont obligées, à cause de la formule 88 des banques en charte, de payer de 10 à 12 p. 100 d'intérêt pour l'entreposage de marchandises qu'elles doivent souvent vendre à perte pour payer les avances qu'elles ont reçues des financiers et l'intérêt sur celles-ci.

Ces petites et moyennes entreprises sont exploitées à fond, et si elles ne sont pas capables de réussir présentement, c'est que les prix de leurs marchandises sont trop élevés et qu'elles ne peuvent produire à meilleure compte. Mais c'est surtout parce qu'elles ne trouvent pas preneurs pour leurs marchandises, parce que les Canadiens n'ont pas assez de pouvoir d'achat pour les payer. Les industriels sont obligés d'entreposer à grands frais leurs marchandises, par l'intermédiaire de la finance, qui exige un intérêt de 8, 10 ou 12 p. 100. Tout cela augmente le coût de la vie, et il devient de plus en plus difficile pour les petites et moyennes industries de poursuivre leur exploitation et devenir complètement maîtresses chez elles.

En ce qui concerne les affaires internationales, la finance est certainement basée sur les crédits réels, sur les valeurs réelles que nous avons à offrir. Si les sociétés étrangères viennent exploiter nos ressources naturelles, c'est que ce sont elles qui garantissent les émissions de crédit, lesquelles se font à cet effet, principalement et exactement sur les crédits que nous avons, et qu'elles vont exploiter pour nous. Donc, si les étrangers sont capables d'exploiter nos ressources naturelles de cette manière,